



Gaborit Pascaline

Mémoire, oubli et réconciliation dans les sociétés post-confliktuelles :
l'exemple du Cambodge

Pour citer l'article

Gaborit Pascaline, « Mémoire, oubli et réconciliation dans les sociétés post-confliktuelles : l'exemple du Cambodge », dans *revue $\dot{\iota}$ Interrogations ?*, N°3. L'oubli, décembre 2006 [en ligne], <https://revue-interrogations.org/Memoire-oubli-et-reconciliation> (Consulté le 8 décembre 2024).

ISSN 1778-3747

Tous les textes et documents disponibles sur ce site sont, sauf mention contraire, protégés par la [Licence Creative Commons Attribution - Pas d'Utilisation Commerciale - Pas de Modification 3.0 France](#).



Résumé

La mémoire est tour à tour décrite comme une construction, et comme éruption de souvenirs, oubliés ou refoulés. Lors de conflits civils, les représentations sociales sont soumises à des changements abrupts : les voisins ont pu devenir des "ennemis", l'espace et le territoire ont changé, de nouvelles élites sont apparues sur la scène politique et sociale. Dans ce contexte, la représentation du conflit d'une part, et celle du passé ou de l'histoire d'autre part, sont des enjeux pour la mise en place de la paix. Cet article tente, à partir de l'exemple du Cambodge, d'analyser les processus, facteurs, et conséquences de l'oubli dans les sociétés post conflictuelles et tente de s'interroger sur la question « *Quels sont les dangers afférents au fait que les scènes difficiles dans les conflits, telles que les massacres restent oubliées ?* ».

Mots-clefs : Conflit - Confiance- Identité - Reconstruction - Réconciliation

Summary

Memory is described as a construction, but also as an eruption of forgotten or repressed recollections. In the case of conflicts, social representations undergo sudden change : neighbours may become "enemies", space and territories change, new leaders appear on the political et social scene. Against such a background, representation of the conflict as well as representation of the past or history, are key features in implementing peace, and further down the track, in the difficult process of reconciliation. This article endeavours, with the case study of the Cambodian society to analyse the processes, factors and consequences of forgetting in post-conflict societies. It will also address the question of « *Is desirable that the most difficult episodes of conflicts such as massacres are forgotten ?* ».

Keywords : Conflict- Trust- Identity- Reconstruction- Reconciliation

Introduction

Le Cambodge connut plusieurs décennies de conflits dont l'épisode le plus sanglant fut le régime des Khmers rouges entre 1975 et 1979 qui succéda à la guerre civile entre les troupes du général Lon Nol et les communistes, et précéda les affrontements entre l'armée vietnamienne et les poches de résistance khmères rouges. Aujourd'hui, se met en place un tribunal pour le jugement des anciens Khmers rouges, trente ans après le régime de Pol Pot et huit ans après la mort de celui-ci. Le Cambodge d'aujourd'hui est une société conflictuelle terme défini ici comme société ayant connu un conflit civil, terminé par des accords de paix, dans une période (pouvant durer plusieurs décennies) où la paix reste encore instable, mais c'est aussi une société post génocide en référence au régime des khmers rouges. Les deux termes seront employés dans l'article. L'histoire du Cambodge est en effet spécifique, en raison du régime des khmers rouges, et de la disparition de près d'un quart de la population, mais aussi en raison du contexte politique et culturel du pays. Les aspects culturels du pays ne sont en effet que très peu abordés en relation avec le processus d'oubli. En proposant une approche comparative, l'objectif de l'article n'est pas de réduire ou de minimiser les spécificités, mais d'étudier, à partir de l'exemple du Cambodge les processus relatifs aux conflits, à la mémoire sociale, à l'oubli et au rétablissement de la paix.

Mémoire et représentations d'un passé difficile

D'après Maurice Halbwachs, la mémoire est une construction sociale, où se produit une sélection de souvenirs, dans le but essentiellement de garantir la continuité du groupe. Le Cambodge est un pays dont l'existence même a toujours été menacée par ses puissants voisins et cet élément est devenu comme récurrent dans la mémoire collective du peuple khmer. A la suite de conflits successifs qui ont fait près de trois millions de morts, et du régime génocidaire de Pol Pot, responsable à lui seul de près d'un million et demi de morts et disparus [1], la reconstruction du pays et celle de la mémoire du peuple ont été difficiles. La mémoire sociale, et les représentations du groupe, de la société et du vivre ensemble, ont en effet été ébranlées ou même déconstruites par une série de facteurs : les pertes humaines, les exactions, les massacres, les actes de torture, les liens confiance/méfiance exacerbés par un régime paranoïaque qui encourageait les dénonciations. Ont aussi joué un rôle les destructions affectant l'espace et le territoire, les déplacements de populations et

notamment l'évacuation des villes, et la mise en place d'une institution l'Angkar ou organisation qui n'avait pas de nom (de représentant officiel connu) mais dont on disait qu'elle avait « *autant d'yeux qu'un ananas* ». Les dirigeants avaient désigné au sein de la société, un « *ennemi intérieur* », mais celui-ci n'était jamais défini assez précisément pour qu'un individu puisse prouver ne pas en faire partie. L'ennemi intérieur est en effet celui que « *l'on peut haïr impunément, quelles que soient les conséquences de cette haine : celui que l'on hait collectivement (...) et qui est engendré en étant nommé.* [2] » L'ennemi intérieur n'a pas de visage, car il n'est plus un humain, mais on lui applique au contraire volontiers un vocabulaire de l'animalité.

Coexistent par ailleurs une multiplicité de mémoires antinomiques : celles des différents sous groupes sociaux dont les différences ont été attisées par le conflit. La mémoire sera en effet différente selon que l'on soit : un ancien combattant, un ancien cadre ou soldat khmer rouge, un geôlier ou une victime du centre de détention de Tuol Sleng. La mémoire est aussi différente selon les catégories sociales et les générations : les khmers rouges recrutèrent en effet dans leurs rangs, principalement des paysans sans terres marginalisés qui retrouvaient ainsi une position sociale, et des jeunes entre quatorze et vingt ans. D'ailleurs la controverse suscitée par le livre de Hannah Arendt « *Eichmann à Jérusalem* » en 1963, montre que les mémoires peuvent être divergentes selon l'idée de justice qui est poursuivie, ou le regard porté sur les faits historiques. Au Cambodge de même lorsque les acteurs sociaux tentent de retrouver un positionnement par rapport à l'histoire qui leur permette de donner du sens à leurs souvenirs, les efforts déployés à cet effet restent souvent embryonnaires en raison d'un certain flou autour de la question « *qui a fait quoi dans le passé* ». Dans un contexte post-conflituel, ici entendu au sens large, il existe en effet principalement deux développements envisageables : soit la population refoule l'évènement pour tenter de renouer avec le passé de l'avant conflit et c'est ce qui se passe au Cambodge actuellement ; soit au contraire, les acteurs sociaux insistent sur l'importance du conflit afin de proposer un nouveau départ. L'objectif est alors de construire une nouvelle mémoire en se démarquant de la situation d'avant guerre. C'est la solution qu'avait proposée le Vietnam, lors de la libération, puis de l'occupation du pays entre 1979 et 1989 après la mise en place de la RPK (République populaire du Kampuchea) le 11 Janvier 1979. Pendant cette période, en effet les vietnamiens recréèrent des écoles, où l'on enseignait en priorité le russe et le vietnamien ce qui était entièrement en rupture avec l'histoire du pays où les langues étudiées étaient le Khmer et le français ou l'anglais [3]. Or cette tentative d'imposition ou greffe d'un nouveau modèle communiste par les vietnamiens, soutenus par l'URSS, va se heurter à l'opposition de la population, et cette greffe externe va échouer, si l'on considère qu'aujourd'hui les cambodgiens apprennent en priorité comme langue étrangère non pas le vietnamien mais le thaïlandais, puis l'anglais ou le français.

Dans les sociétés post conflictuelles, entendues au sens large, tout un pan de l'histoire peut être "oublié" et "refoulé" dans la précipitation, et l'urgence de reconstruire, au détriment d'un véritable travail d'analyse sur les évènements, et dans la plupart des cas au détriment des victimes qui devront sacrifier leurs souvenirs individuels pour la garantie de la survie du groupe. Au Cambodge, la relation face à l'histoire du conflit, et au régime khmer rouge est très ambiguë. Sur une centaine de personnes que j'ai interrogées sur le terrain, principalement à Phnom Penh en 2005 et 2006, près de deux tiers des personnes avaient une très mauvaise image des khmers rouges qui étaient décrits comme « *cruels* », « *assassins* » et « *responsables de génocide* ». Mais beaucoup de remarques étaient aussi ambivalentes et indiquaient un certain manque de clarté et d'information : « *Les khmers rouges c'est qui ? C'est personne !* », ou encore « *Je ne sais pas : je suis trop jeune.* » Ce phénomène s'amplifie encore lorsque l'on mentionne les causes du conflit. Ainsi certains habitants de Phnom Penh n'hésitent pas à affirmer que les vietnamiens ont soutenu la prise de pouvoir des khmers rouges ce qui est faux historiquement, même si la responsabilité des différents acteurs dans l'histoire du Cambodge reste très complexe. Enfin concernant les procès dont les habitants reprochent le fait qu'ils « *n'aient pas de sens* » il est une phrase plus révélatrice de l'amnésie culturelle qui est revenu plusieurs fois et que l'on retrouve dans des entretiens relatifs à d'autres conflits : « *Il ne faut pas remuer le passé* ».

Amnésie culturelle et souvenirs individuels

Les souvenirs refoulés par un groupe ou par des individus ne sont pas entièrement oubliés [4]. C'est pourquoi l'idée de reconstruction et d'amnistie souvent prônée par les gouvernements après les conflits afin de créer un début de paix sociale, peut s'avérer aléatoire et resurgir des années plus tard sous forme de conflits sociaux, revendications des victimes, ainsi que ségrégation entre différents groupes. Dans les cadres sociaux de la mémoire mis en évidence par Maurice Halbwachs, coexistent différentes mémoires sociales : la mémoire familiale, la mémoire de la bourgeoisie, de la noblesse etc. De l'histoire du régime khmer rouge et des conflits au Cambodge, la mémoire familiale a retenu principalement les personnes décédées, et les privations, même si

« la contrainte n'est sentie que tant qu'elle s'exerce et que par définition, une contrainte passée a cessé de s'exercer [5] ». Les personnes interrogées lors de mes entretiens à Phnom Penh évoquaient avant tout la disparition de tel ou tel membre de la famille : un parent, un oncle, ou une petite sœur, mais aussi l'esclavagisme, les humiliations et la famine. Il est en effet difficile, et en particulier au Cambodge, de cacher aux proches l'absence des personnes manquantes, alors que les acteurs institutionnels (dirigeants, voisinage et médias), proposent une amnésie culturelle. A l'inverse, quand la mémoire sociale propose de se souvenir, et ici dans la proposition d'ouverture du procès des anciens Khmers rouges : ce sont parfois les familles, qui s'opposent au retour de souvenirs dérangeants craignant un retour du cycle de la vengeance tel que mis en évidence par René Girard. Les familles au Cambodge aujourd'hui craignent en effet, trente ans plus tard, un retour du passé dans leur vie quotidienne. Ceci explique en partie le fait que les procès aient, jusqu'à présent, toujours été reportés. A l'inverse ; pour mentionner un exemple européen très différent ; la transition espagnole s'est faite sans véritable procès ou inculpation. Seuls quelques personnes ont été jugées. Une amnésie s'est opérée au moment de la transition démocratique, phénomène étonnant d'autant plus qu'aujourd'hui, les descendants des républicains qui s'étaient battus contre les franquistes demandent la réhabilitation de leurs aïeux, sans pour autant aller jusqu'à la condamnation de l'Etat espagnol. Le débat sur les archives ou sur le devenir du mausolée où est enterré Franco, tout comme les fouilles afin de retrouver les charniers collectifs où ont été enterrés les républicains montrent bien que l'amnésie collective ou du moins le désir d'oublier ne dure qu'un temps. Pour Stephen Bertman [6], en effet, l'amnésie culturelle est définie comme la crise de la mémoire qui se développe lors de l'oubli sélectif du passé. Les auteurs de crimes seraient disposés à oublier le passé, et à affirmer que les événements n'ont jamais eu lieu. A l'inverse les victimes seraient davantage enclines à rechercher justice, réparation, et demanderaient de par la même, une reconnaissance publique de leur douleur. Cette dialectique serait centrale pour comprendre comment les traumatismes collectifs s'enracinent dans la mémoire et l'héritage social. Dans les situations sociales difficiles, faisant suite aux guerres civiles cependant et dans le cas du Cambodge, ce schéma de dialectique victime/auteur de crimes est brouillé par le fait qu'il est difficile de distinguer les victimes des bourreaux. « Dans les situations de violences généralisées, la majorité des gens est tout simplement "perdue" dans la tourmente [7]. » Il n'est pas rare que les acteurs en profitent pour régler d'anciens contentieux, se venger dans une situation caractéristique d'impunité. C'est ce qui est appelé « le crime de proximité » [8] et que l'on retrouve dans les témoignages de victimes. De plus, ce sont parfois les victimes qui veulent enterrer un passé qui les confronte et qui menace leur identité. Les khmers qui ont été à la fois victimes et bourreaux, portent dans leur mémoire des souvenirs difficiles. Ce pan de l'histoire correspond à des tabous dont on ne parle pas ni dans la famille, ni dans la société. Ainsi lors de l'un de mes entretiens à Phnom Penh, une jeune fille : Mme Hok Thanan affirmait : « Oui, Pol Pot a repris une vie normale, je crois que maintenant il est fermier n'est ce pas ? » [9]. Mme Hok Thanan ne savait pas que Pol Pot était mort en 1998.

L'espace, la terreur et la reconstruction

A chaque groupe correspond un espace de vie, qui comprend l'ensemble des lieux utilisés par ses membres. L'espace fait entièrement partie de la mémoire des groupes. « Cet espace, par exemple le quartier d'une ville règle le mode de regroupement de ses habitants, leur extension, leur resserrement, ou leur éparpillement, et leurs déplacements ce qui n'est pas, en retour, sans conséquences sur leurs goûts, leurs besoins et leurs mœurs. [10] » L'espace représente la continuité dans le temps. « L'espace seul donne l'illusion que nous n'avons pas changé [11] ». Durant le régime des khmers rouges, l'espace a joué un rôle important. Une fois au pouvoir les khmers rouges appliquèrent en effet radicalement et rapidement leur programme de changement : abolition de la propriété privée et de l'argent, évacuation des villes vers les campagnes, contrôle des déplacements, étatisation des biens, et isolationnisme. La seule source de pouvoir était dorénavant l'Angkar ou organisation. L'évacuation des villes fut le premier pas de la révolution : la population fut amenée dans des coopératives. Rapidement le parti coupa les citadins de leurs familles, de leurs connaissances et de leur culture. A part le travail tout le reste fut interdit à la population : marché, argent, écoles, livres, religions, musique et l'espace fut organisé en coopératives qui permettaient de contrôler entièrement la population comme la production agricole. Les pagodes furent détruites, ainsi que tous les monuments représentant l'ordre ancien. Les écoles furent transformées en coopératives. Les habitants du Kampuchea Démocratique travaillaient tous les jours, exception faite des jours passés à l'éducation politique. Dès le début les khmers rouges régnèrent par la terreur : au cours des premières semaines, ils liquidèrent les principaux ennemis de la révolution : les anciens hauts responsables de la police et de l'armée sous le régime précédent de Lon Nol, et les membres de l'élite politique et bureaucratique de l'ancienne société. Les ingénieurs et médecins furent aussi exécutés comme dangereux contre-révolutionnaires. Ces premières exécutions, conjuguées à l'évacuation suffirent à

emplir les citoyens de peur. Beaucoup d'entre eux, séparés de leur famille et de leurs amis étaient à la merci d'inconnus, et avaient à peine de quoi se nourrir. Chacun dépendait des autorités pour subvenir à tous ses besoins : vêtements, nourriture. Personne ne pouvait se permettre de discuter un ordre...C'est ainsi que le Cambodge devint un immense camp de travail où le domicile et le lieu de travail se fondaient en une parcelle de terre dont on ne pouvait sortir. Par décret officiel, les citoyens devinrent paysans, ouvriers ou soldats. On leur promettait un seul droit : celui de travailler [12].

À la suite de l'invasion vietnamienne, et l'instauration d'une république populaire du Kampuchea, l'espace continua à jouer un rôle dans la configuration du pays : des poches de résistance khmère rouge se créèrent en effet près de la frontière thaïlandaise prenant en otage les habitants qui résidaient dans la région. Mais l'espace est aussi investi dans la période de reconstruction. C'est en effet dans cette période qu'apparaissent clairement les priorités sociales. Il n'est donc pas anodin que les vietnamiens aient reconstruit en priorité les écoles, et les pagodes du pays. Il est d'ailleurs étonnant qu'ils aient accordé autant d'importance à la reconstruction des monuments religieux, alors qu'ils souhaitaient eux-mêmes instaurer un régime communiste. Peut-être ont-ils réalisé que seule la religion pouvait rétablir un semblant de paix sociale dans un pays déchiré...ou peut-être ont-ils simplement voulu affirmer leur pouvoir en rupture avec le régime khmer rouge ennemi. L'étape de la reconstruction, tout comme celle des accords de paix, est un élément crucial pour la mémoire collective.

La confiance dans les élites et dans les institutions

La confiance dans les élites, est l'un des facteurs influençant le processus d'oubli. Au moment de la reconstruction, le discours des élites revêt une importance particulière : en appelant à la reconstruction, les dirigeants tentent de signifier à la communauté et au groupe la volonté du groupe de survivre. Or à la suite d'un conflit, les attentes sont modifiées, les liens de confiance sont rendus difficiles, et évoluent, alors que la population attend de pouvoir retrouver un sentiment de confiance sociale, qui ne peut qu'être incarné par des personnes et des institutions. Au Cambodge, la confiance dans les élites politiques ou dans les dirigeants du pays a été rendue extrêmement difficile du fait de l'histoire, des jeux de trahisons, du rôle souvent ambiguë des gouvernants (en particulier du roi Sihanouk qui a été à la fois le pire ennemi puis l'allié des khmers rouges, mais aussi du premier ministre Hun Sen controversé suite à des affaires de corruption, et parce qu'il a été porté au pouvoir par les vietnamiens). Elle a été complexe du fait que les élites sociales avaient été décimées par le régime des Khmers Rouges, qui voyaient dans l'image de l'intellectuel ou du savant des représentations de l'ennemi dont il fallait se méfier. La reconstruction du pays s'est donc accompagnée par la mise en place d'une nouvelle élite, ayant eu des liens à la fois avec l'ancien régime khmer rouge, et le pouvoir vietnamien, tous deux apparaissant suspects aux yeux du peuple. La question des élites politiques et sociales est par ailleurs centrale car c'est l'élite sociale qui a agi bien souvent comme bras armé du conflit se retrouve à devoir reconstruire le pays. Hannah Arendt pose d'ailleurs implicitement la question de la légitimité de ces situations lorsqu'elle rappelle que l'administration allemande des années soixante emploie de nombreux anciens cadres nazis [13]. Le cas du Cambodge est différent en ce sens que l'élite sociale elle-même a été décimée par le conflit et que le régime Khmer rouge n'a pas donné naissance à proprement parler à une nouvelle élite même si tous les dirigeants actuels ont un passé soit de khmer rouge, soit d'ancien réfugié puisque l'inverse aurait signifié la mort. À l'inverse, en Espagne, tout comme au Chili ou dans d'autres sociétés post-conflituelles et post-dictatoriales, la question de l'implication des élites dans le conflit et de sa responsabilité est au cœur du débat. Les cambodgiens au contraire ont du reconstruire leur pays sans s'appuyer sur une élite ni intellectuelle, ni institutionnelle (juges, professeurs, administration centrales). Pendant la phase de l'urgence collective, en effet deux développements sont envisageables : une tendance à l'apparition d'un nouveau leadership peut apparaître ou l'ancien leadership est confirmé et renforce son influence. La légitimité et l'influence soit du nouveau, soit de l'ancien leadership sont établies en premier lieu par la démonstration de la capacité de pouvoir faire face aux besoins fondamentaux et de coordonner les aides immédiates, et en second lieu, par la capacité de répondre au défi qui menace l'identité du groupe [14]. Les élites démontrent qu'elles sont à la hauteur pour gérer la situation si elles sont capables de donner à leurs citoyens une nouvelle confiance sur la possibilité de reprise et de reconstruction, mais aussi de faire appel à la solidarité spontanée, qui émerge normalement dans les situations d'urgence. En bref, les élites doivent interpréter les sentiments collectifs, et répondre aux angoisses collectives avec un appel à la mobilisation.

C'est pendant cette phase d'urgence que les premières idées sur les plans de reconstruction doivent être conçues. Lorsque tout a été détruit, la mémoire elle-même doit devenir l'objet de planification. Ce qui est en jeu dans ce processus, n'est pas seulement la distribution des fonctions dans l'espace, mais aussi l'identité

même de la communauté. L'une des explications, de l'échec de la reconstruction au Cambodge vient avant tout de l'atrocité du régime khmer rouge et de la difficulté, par la suite, d'attribuer une confiance et une loyauté à un groupe de dirigeants ou d'institutions. Mais la période vietnamienne de 1979 à 1989 a aussi contribué à rendre plus difficile la reconstruction de la mémoire. Après leur arrivée, les vietnamiens ont en effet tout de suite qualifié le régime khmer rouge de « *génocide* », ils ont ouvert le musée du génocide à Tuol Sleng, mais en tant que puissance occupante, ils ont très peu été acceptés par la population, ce qui n'a fait que renforcer, non pas une « *nostalgie des khmers rouges* » mais une certaine ambivalence vis-à-vis du passé. Aujourd'hui à Phnom Penh, un peu moins de la moitié des personnes que j'ai interrogées n'ont pas confiance dans le gouvernement pour des raisons multiples : la corruption, le non respect des droits de l'homme, mais aussi parce que le gouvernement serait « *trop communiste* » ou « *que Hun Sen favorise le Vietnam* » et « *qu'il n'aime pas la nation* ». A l'inverse le roi père Sihanouk, ancien allié des khmers rouges dont il était le représentant à Pékin après avoir tenté de les exterminer, connaît une popularité importante au Cambodge. En effet, la moitié des personnes interrogées lui accorderaient une confiance sans restriction et environ 10% une confiance modérée, alors que seulement 10% des personnes n'auraient pas confiance [15]. Pour les partisans du roi, il serait « *l'incarnation de la culture du Cambodge* », « *un prophète* », « *un homme fort* ». De même près de la moitié des personnes interrogées estiment ne pas avoir confiance dans la police. Si la corruption de la police est un fait avéré au Cambodge, les sentiments de peur, haine, et d'injustice dépassent largement les faits objectifs et participent à l'absence de confiance et aux sentiments de peur et d'impunité en général.

L'identité menacée

La menace de l'identité est aussi l'un des facteurs qui influence la mémoire et l'oubli sélectif. L'oubli des souvenirs de l'enfance serait dû au fait que l'être humain ne peut pas concevoir le temps comme un système linéaire, le conduisant vers la mort [16]. De même les événements menaçant l'individu dans son identité sont soigneusement mis de côté, oubliés, et refoulés. L'identité de l'individu peut se définir comme « *Ce qui fait que l'individu se reconnaît comme lui-même* ». Dans les groupes, le sentiment de menace de l'identité collective est prégnant. De même, l'un des facteurs souvent invoqué pour expliquer les conflits est la peur de l'extinction du groupe. Ainsi l'une des explications de l'avènement des khmers rouges au pouvoir, au Cambodge en 1975 est que le sentiment nationaliste sous jacent dans les discours de Pol Pot était animé par la peur ancestrale de l'extinction de la race khmère. En parlant de faire revivre « un khmer originel et pur », Pol Pot, trouva dans les classes rurales peu éduquées un écho très fort qui expliqua en partie l'auto génocide. Dans certains cas, le conflit, l'épuration éthique, le massacre sont des moyens pour détruire l'identité de l'autre. C'est aussi dans ce sens que l'on peut comprendre la destruction des lieux religieux hautement symboliques comme en Bosnie, l'interdiction des vêtements religieux ou traditionnels pendant l'époque khmère rouge au Cambodge, ou l'humiliation des chefs traditionnels qui eut lieu pendant le conflit peu connu qui ensanglanta le Mozambique entre 1984 et 1992. Pour Véronique Nahoum Grappe [17], dans l'acte de torture, la relation qui existe entre le bourreau et sa victime est une tentative pour détruire, à la fois l'humanité dans la victime, mais aussi son identité. Ceci correspond à ce qui a été écrit sur la torture dans la prison de Tuol Sleng pendant le conflit cambodgien. Le directeur de la prison, Duch, faisait écrire aux victimes de ses tortures des aveux complètement invraisemblables, comme par exemple qu'ils étaient des agents de la CIA. Par l'écriture de ces aveux, et avant de mourir, les victimes signaient l'abnégation complète de ce qu'ils étaient, de ce qu'ils avaient été, et de l'image qu'ils laisseraient d'eux après leur mort.

Oubli, paix et mémoire du conflit

La paix peut être simple, si on la définit comme l'arrêt des combats, mais évoquer la possibilité de réconciliation est beaucoup plus complexe. Dans aucun des conflits, en effet, les populations n'ont oublié la guerre. Elles en gardent des souvenirs atténués, sélectifs ; mais ce sont parfois des années plus tard ; et en temps de crise, que les tensions réapparaissent. Pour les politiques de réconciliation, beaucoup d'expériences ont été tentées, la plus connue étant la création de comités « *vérité et réconciliation* » comme en Afrique du Sud. En effet, en énonçant la vérité, les protagonistes du conflit, rendent aux victimes leur humanité en reconnaissant ce qui s'est passé. Cette solution ne doit pas être idéalisée, et comporte des manques comme en témoignent beaucoup d'articles, sur la situation actuelle en Afrique du Sud même si par ailleurs, la commission aurait contribué à renforcer la démocratie du pays [18]. Les exemples d'amnisties encore plus vastes accordées au Chili et en Argentine, posent par ailleurs la question générale de savoir si elles ont favorisé la réconciliation, ou à l'inverse, comme l'amnistie française relative aux actes commis pendant la guerre l'Algérie,

elles ont plutôt servi à créer les conditions de l'oubli [19]. L'impunité qui est la contrepartie de ces commissions, pose généralement problème. Pour Paul Ricoeur, l'amnistie est un oubli commandé. « *L'amnistie en tant qu'oubli institutionnel, touche aux racines mêmes du politique et, à travers celle-ci, au rapport le plus profond et le plus dissimulé avec un passé frappé d'interdit. La proximité plus que phonétique, voire sémantique, entre amnistie et amnésie signale l'existence d'un pacte secret avec le déni de mémoire qui (...) l'éloigne en vérité du pardon après en avoir imposé la simulation* [20] ». La confiance dans les élites, l'évolution des structures sociales, les positionnements et les différents antagonismes recréés lors de la reconstruction sont des paramètres complexes, qui permettent de comprendre comment l'on passe ou non de la paix à la réconciliation. Or « *la solidarité sordide des bourreaux, et la haine des victimes à l'égard du bourreau, mais aussi de soi-même comme victime, s'opposent puissamment à toute réconciliation, voire, à la limite, à tout calcul rationnel des intérêts en présence. Une telle violence semble exiger, pour s'interrompre, une réconciliation, que précisément, elle rend impossible* [21] ». Le souvenir et la mémoire des massacres, des tortures, et des exécutions, souvent des décennies après les faits, reste une question à part entière. Outre, la possibilité de stabilisation, suivant une série d'étapes décrites par Carlos Sluzki comme allant du conflit à l'intégration, en passant par des étapes d'interdépendance et de coopération [22], il est en effet nécessaire de donner à des chercheurs, la possibilité d'enquêter sur ce qui est passé, et de donner à la société et à la communauté internationale des éléments pour lui permettre de trouver des explications, et un sens. La question qu'a soulevé l'ouverture des archives de l'époque franquiste en Espagne, montre bien qu'une mémoire de ce qui s'est passé reste nécessaire, mais qu'il existe toujours des résistances à faire resurgir les morts du passé. Au Cambodge, il existe un certain consensus pour qualifier l'époque des khmers rouges « *d'auto-génocide* » même si le terme de génocide avait lui-même été occulté du texte lors de la signature des accords de Paris du 23 Octobre 1991, du fait de la participation de certains représentants khmers rouges à cet accord (et notamment Khieu Samphan). Ce n'est qu'en 1997 que l'ONU a reconnu les pratiques atroces des khmers rouges comme des actes de génocide. C'est en effet un terme fort, qui a permis à la communauté internationale de donner de l'importance aux massacres qui ont eu lieu. Si l'on considère que les khmers rouges, ont causé la mort de 1,5 à 2 millions de morts, dans le but de créer une société homogène, on peut en effet considérer qu'il s'agissait d'un génocide, même si cela ne reprend pas la définition donnée par la convention de l'ONU de 1948 pour la prévention et la répression du crime de génocide [23]. Les massacres commis au Cambodge concernaient plusieurs groupes, dont plusieurs politiques, catégorie qui n'est pas reprise dans cette convention. A l'inverse, la définition donnée par Jacques Semlin du génocide offre une approche générale qui permet davantage de l'appliquer aux crimes khmers rouges. Il définit en effet le génocide comme « *l'éradication totale d'une collectivité selon des critères définis par le persécuteurs* » [24]. Les khmers rouges, ont en effet voulu rendre la société homogène, en éradiquant des catégories socio professionnelles et politiques spécifiques de personnes ayant servi sous le régime précédent de Lon Nol. On dénombre un coefficient de mortalité élevé sur la période pour les officiers (82,6%), policiers (66,7%) fonctionnaires (60%), ingénieurs, médecins, professeurs et seuls 1000 moines survécurent sur un effectif de 60 000 [25]... Cependant, ils ont aussi cherché à éradiquer les minorités ethniques et religieuses du pays, ainsi que les cambodgiens ayant servi dans l'armée Viet cong qui étaient appelés « *des vietnamiens dans un corps khmer* ». C'est ainsi que les musulmans chams connurent un coefficient de mortalité de 33,7%, les chinois 38,4% et les vietnamiens 37,5%. Ben Kiernan met en effet en évidence que le génocide khmer rouge n'était pas à proprement parler un génocide sous tendu par l'idéologie communiste, mais que la question raciale, ou la définition d'une race khmère homogène avait aussi joué un rôle prépondérant [26]. Mais il apparaît par ailleurs qu'un grand nombre de communistes cambodgiens ont disparu avec leurs familles lors des purges de 1977 et 1978. La dénomination des différents massacres sous le terme de génocide ne signifie donc pas qu'il y aurait eu des massacres contre une communauté homogène, mais bien que l'état khmer rouge définissait différentes catégories d'ennemis, qui étaient éliminés systématiquement, par des exécutions, le travail forcé, ou par la famine, et que ces catégories ont évolué pendant tout le régime, suivant les impératifs de ses dirigeants.

En comparaison avec d'autres pays où ont sévi des crimes contre l'humanité ou des génocides comme le Rwanda la mise en place des procès au Cambodge paraît extrêmement tardive. « *Le silence de la Communauté internationale a renvoyé une génération de cambodgiens à ses seuls souvenirs individuels d'un passé traumatique, empêchant la reconstruction d'une mémoire collective à travers l'identification claire des responsabilités et l'inculpation des coupables* » [27]. Ce délai imposé a sans aucun doute contribué aux réticences actuelles pour l'ouverture des procès, et l'on observe qu'en plus des blocages institutionnels (question des juges, du financement, approbation du règlement intérieur) qui n'en finissent plus s'ajoutent des déclarations politiques ambiguës notamment de l'ancien roi Sihanouk, qui n'encouragent pas la population à soutenir la démarche. C'est face aux réticences nombreuses de la population, que des opérations de visite se sont mises en place, menées par des ONG, pour permettre aux familles des victimes de savoir ce qui était arrivé à leurs proches, et pour sensibiliser les cambodgiens aux événements les plus dramatiques de leur

histoire. Ainsi le centre de documentation du Cambodge DC Cam a organisé cette année des visites de villageois au centre de Tuol Sleng qui ont permis à près de 5000 habitants originaires de provinces différentes de participer aux visites. A noter que d'après les sources de l'organisation concernant la sélection des participants, 40% d'entre eux seraient des anciens soldats khmers rouges. Si, durant les visites, le terme générique de « survivants » aurait été préféré à ceux de « *bourreaux* » et « *victimes* », tous les participants savaient que d'anciens khmers rouges participaient au programme dans un but de contribuer à une certaine "réconciliation nationale" [28]. Au Rwanda, les rescapés du génocide trouvent le mot de "réconciliation" insupportable [29]. Lors des visites mixtes mentionnées plus haut organisées au Cambodge, aucun des participants n'aurait cherché à savoir qui était qui, et qui avait fait quoi, comme si la population s'était habituée à vivre avec ces questions en suspens, et à ne plus poser de questions. Avec l'objectif de lutter contre l'oubli du passé, on peut ainsi parfois le reconstruire de manière différente selon que l'on implique tel ou tel groupe de la population à la réflexion. Il apparaît en conséquence indispensable que des historiens et des chercheurs externes indépendants se penchent sur les questions délicates afin d'éviter que les aspects les plus dérangeants du régime khmer rouge ne soient définitivement oubliés dans un souci de réconciliation apparente. Comme le rappelle le cinéaste Rithy Pan, le jugement des dirigeants khmer rouge est indispensable pour une société cambodgienne dont la jeunesse « *n'a plus confiance en l'avenir* ». Cependant les récents débats de l'Assemblée cambodgienne sur la généralisation d'un service militaire de 18 mois, pour lequel certains députés affirmaient « *qu'en temps de paix, il faut préparer la guerre* [30] », devraient bien mettre en garde à ce que de nouvelles tendances belliqueuses ne viennent pas ruiner les efforts pour la justice [31].

Conclusion

Après un conflit, les communautés ont tendance à proposer une amnésie collective, ou culturelle, qui permet aux membres de reprendre leur vie quotidienne, en effaçant de leur mémoire superficielle : celle que le groupe rappelle tous les jours, les éléments gênants. Mais l'oubli devient refoulement, lorsque trop de points sont laissés en suspens : des victimes sans compensations, des auteurs de crimes non réinsérés, des souvenirs douloureux. Alors la mémoire refait surface des décennies voire des siècles plus tard, sous la forme d'antagonismes ou de tensions, ou de manière plus positive sous la forme de deuil et de commémoration. L'étude de l'oubli est, après un conflit, un paramètre extrêmement intéressant, pour comprendre l'évolution du lien social dans des pays marqués par la guerre. La reconnaissance du passé, et notamment des exactions, massacres, tortures, et déplacements de population ne doit pas devenir la dernière priorité des élites en charge de la reconstruction ni de la communauté internationale, derrière la nécessité de stabiliser un pays ou une région. Ce qui s'est passé de plus inhumain doit pouvoir être nommé et expliqué à l'échelle de la société, et notamment dans les programmes d'enseignement. Au niveau individuel et familial, le droit de savoir ce qui est arrivé aux proches disparus devrait par ailleurs être reconnu comme un droit des survivants.

Bibliographie

- Becker E., *When the war was over : Cambodia and the Khmer rouge revolution*, New York, edition public affairs, 1998.
- Bruneteau B., *Le siècle des génocides*, édition Armand Colin, Paris 2004, pp 149-188
- Deloye.Y. et Laroche.C., *Maurice Halbwachs : Espaces, mémoires et psychologie collective*, publication de la Sorbonne, sciences politiques 2004
- Crowley J., « Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », in *Culture et conflits* n° 41, 01/2001, pp 75-98
- El Kenz D., *Le massacre, objet d'histoire*, Paris, éditions Gallimard, collection Folio, 2005.
- Féron Elise, *L'imaginaire des conflits communautaires*, Paris, édition l'harmattan, 2002
- Freud S., *L'avenir d'une illusion*, (1900) édition PUF, Paris, 2004
- Gibson, J.L., « The Contributions of Truth to reconciliation », in *Journal of conflict resolution*, Vol 50 numéro 3, Juin 2006 409-432

- Girard R, *La violence et les sacré*, Paris, Editions Bernard Grasset, 1972, Coll. Pluriel
- Godemont F., « Le Cambodge dans la guerre », in *Revue politique étrangère*, Paris, 1990, pp 631-638
- Guilbert F., « Regards sur la République populaire du Kampuchea (RPK), incertitudes devant l'avenir », in *Revue politique étrangère*, Paris, 1990, pp 657-679
- Halbwachs M., *Les cadres sociaux de la mémoire* », Paris, éditions Albin Michel, 1994
- Halbwachs M., *La mémoire collective*, Paris, édition Albin Michel, 1997
- Hassner, *La violence et la paix* ; édition du Seuil 2000
- Héritier.F., *De la violence*, tome I, Paris, édition Odile Jacob, 2002
- Kiernan B., *The Pol Pot Regime : Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer rouge 1975-1979*, Yale university Press, seconde édition 1996.
- Laher Nytagodien A. et Neal AG, « Confronting an ugly past », *the journal of American culture*, Décembre 2004, vol 27, issue 4
- Luhmann N., *La confiance : un mécanisme de réduction de la complexité sociale*, Paris, édition Economica 2006
- Nahoum Grappe. V., « L'usage politique de la cruauté- l'épuration ethnique en ex Yougoslavie 91-95 », in F. Héritier, *De la violence*, éditions Odile Jacob, Paris, 2004
- Ponchaud F., *Cambodge année zéro*, édition Kailash, Paris, 1998.
- Pouligny B., *Ils nous avaient promis la paix*, 2004, Paris, presses de la fondation nationale de sciences politiques
- Semelin J., « Towards a Vocabulary of Massacre and Genocide », Janvier 2003, *journal of Genocide Research* (Vol 5) (2), 2003, <http://www.ceri-sciences-po.org>
- Sluzki E., « The process toward reconciliation », in Chayes A. et Minow E., *Imagine coexistence : Restoring Humanity after Violent Ethnic Conflict*, San Francisco, Jossey-Bass, 2002, pp 21-31
- Ricœur. P., *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, éditions du seuil, 2000

Entretiens de l'auteur

- Entretiens avec Pr. Elise Féron, Juin 2006
- Entretiens au Cambodge, Mozambique et Bosnie-Herzégovine (2005-2006), 308 entretiens avec la population dont un tiers au Cambodge.

Notes

- [1] Les estimations les plus sérieuses vont aujourd'hui de 1,5 million de victimes (Kiernan), 1,7 million (Chandler), 1,9 million (Slivinski) et 2,2 millions (Heuveline).
- [2] Crowley J. « Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », in *Culture et conflits* n° 41, 01/2001, p 78
- [3] Peter Schier « Cambodge 1979-1989 rechercher la vérité et la paix » in *Politique étrangère*, 1990 p 673
- [4] Ridwan Laher Nytagodien, et Arthur G. Neal : « Confronting an ugly past », in *The journal of American culture*, Décembre 2004, vol 27, issue 4, p 375
- [5] Maurice Halbwachs, *Les cadres sociaux de la mémoire*, Paris, éditions Albin Michel, 1994, page 12
- [6] Stephen Bertman, *cultural Amnesia, America's Future and the crisis of memory*, Wesport CT, Preager 2000

- [7] Béatrice Pouligny, CERI, « Construire après les massacres », *revue Tiers monde*, XLIV, n°174, avril-juin 2003
- [8] David El Kenz, *Le massacre objet d'histoire*, édition Gallimard, Collection Folio histoire, 2005, p 9.
- [9] Entretien du 14 avril 2006
- [10] Jean Christophe Marcel, in Yves Deloye et Claudine Laroche, *Espaces, mémoires et psychologie collective*, Paris, publications de la Sorbonne, sciences politiques 2004, p 51
- [11] *Ibidem*, p 62
- [12] Becker E., *When the war was over : Cambodia and the Khmer rouge revolution*, New York, édition public affairs, 1998.
- [13] Arendt A., *Eichmann à Jérusalem*, édition Gallimard Folio, 2002 (originale 1966), p 67
- [14] A. Cavalli in Yves Deloye et Claudine Laroche, *Espaces, mémoires et psychologie collective*, Paris, publications de la Sorbonne, sciences politiques 2004
- [15] L'échantillon de personnes interrogées étant d'un peu plus que cent personnes, ces chiffres n'ont pas une valeur absolue mais indicative.
- [16] Alexander Mischerlich, *Vers la société sans pères*, Paris, éditions Gallimard, 1985, p 315
- [17] Véronique Nahoum Grappe , « L'usage politique de la cruauté- l'épuration ethnique en ex Yougoslavie 91-95 » in F. Héritier, *De la violence*, éditions Odile Jacob, Paris, 2004
- [18] Gibson, J.L., « The Contributions of Truth to reconciliation », in *Journal of conflict resolution*, Vol 50 numéro 3, Juin 2006 409-432
- [19] Crowley J. « Pacifications et réconciliations. Quelques réflexions sur les transitions immorales », in *Culture et conflits* n° 41, 01/2001, p 80
- [20] Paul Ricoeur, *La mémoire, l'histoire et l'oubli*, Paris, éditions du Seuil 2000 p 586
- [21] Voir note 19 p 76
- [22] Sluzki E. « The process toward reconciliation », in Chayes A. et Minow E., *Imagine coexistence : Restoring Humanity after Violent Ethnic Conflict*, San Francisco, Jossey-Bass, 2002, pp 21-31
- [23] Article 2 : le génocide signifie chacun des actes suivants, commis dans l'intention de détruire, en totalité ou en partie un groupe national, ethnique, racial ou religieux en tant que tel.
- [24] David El Kenz, *Le massacre objet d'histoire*, édition Gallimard, Collection Folio histoire, 2005, p 9.
- [25] Bernard Bruneteau, *Le siècle des génocides*, édition Armand Colin, 2003, p 152
- [26] Ben Kiernan, *The Pol Pot Regime : Race, Power and Genocide in Cambodia under the Khmer rouge 1975-1979*, Yale, Yale university Press, seconde edition 1996, pp 251-309
- [27] Voir note 25 p 149
- [28] Journal « *Cambodge soir* », 3/11/2006, p 4
- [29] « La réconciliation ou le syndrome de Tintin au Congo » in Faure G.O. (Dir.) *La négociation : regards sur sa diversité*, Paris, Publibook, 2005, pp 129-143.
- [30] Député Khieu Sonn du FUNCINPEC, expression rapportée dans le journal « *Cambodge soir* » du 6 Novembre 2006
- [31] En 2003, des incidents avaient par exemple éclaté contre l'ambassade thaïlandaise à Phnom Penh